



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**
#FranceSolidaire

**Prévention et
lutte contre la pauvreté
dans l'Orne**
BILAN 2019-2022

Préambule du Commissaire à la lutte contre la pauvreté

Christian Forterre

Commissaire à la lutte
contre la pauvreté

Prévenir et lutter contre la pauvreté en articulant petit à petit entre elles toutes les politiques publiques qui concourent à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. Telle est la mission interministérielle confiée au Préfet de la région Normandie et sous son autorité au commissaire à la lutte contre la pauvreté.

C'est un exercice sur le temps long.

Ensemble nous avons déterminé au niveau régional un quadruple objectif :

- Développer un collectif d'acteurs qui s'enrichit des expériences des uns des autres et qui s'appuie nécessairement sur l'expérience vécue des personnes en situation de pauvreté pour créer des espaces de coopération et accompagner la personne dans sa globalité.
- Porter un regard attentif aux femmes en situation de pauvreté, première population en situation de pauvreté
- Soutenir la levée des freins périphériques que constituent la mobilité, la garde d'enfant et l'accès aux biens essentiels dont la santé
- Acquérir les outils d'aide à la décision par des études permettant de mieux géolocaliser et comprendre les situations de pauvreté humaines et territoriales en vis-à-vis d'une cartographie des politiques et dispositifs d'actions de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Nos collaborations portent leurs fruits.

LA STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Engagée depuis 2018, elle est pilotée à l'échelle nationale par la Délégation interministérielle de prévention et de lutte contre la pauvreté (DIPLP). Elle s'appuie sur deux priorités : celle donnée à la prévention et à l'investissement social (notamment à destination des enfants et des jeunes) et celle donnée à la sortie de la pauvreté par le travail.

Elle est articulée autour de 5 axes :

Elle est le point de rencontre entre différentes stratégies de l'État destinées à améliorer la situation des personnes en situation de pauvreté :

3 leviers:

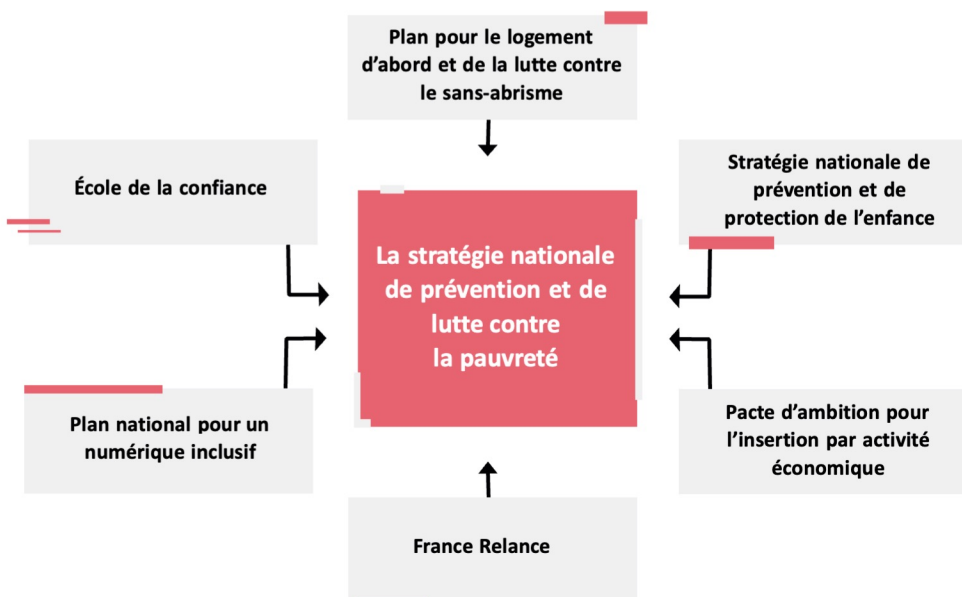
- Des crédits pour soutenir des projets
- Des conventions financières et d'objectifs avec les Départements et les Métropoles
- La mobilisation interministérielle avec les réseaux régionaux des acteurs

8,5 milliards d' €

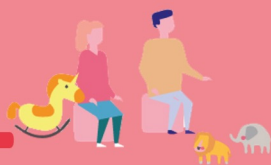
Pour les mesures initiales de la stratégie

13 milliards d' €

finalement déployés



01



AGIR

POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES DÈS LES PREMIERS PAS ET CONFORTER LES DROITS FONDAMENTAUX DES ENFANTS

10 centres sociaux
9 espaces de vie sociale

2 projets de formation continue (et 9 projets d'échelle régionale) pour mettre à jour les pratiques des professionnels de la petite enfance avec les tout-petits

2 projets 1000 premiers jours de l'enfant pour renforcer les moyens des professionnels

94 107 repas de cantine à 1€ ou moins pour les parents, dans **12 communes rurales modestes** grâce à un soutien de l'Etat de **282 321€**

+ de 96360 petits déjeuners servis gratuitement l'école dans l'année scolaire 2021-2022 grâce à un soutien de l'Etat de **125 268€**

100% des classes de maternelles et primaires en zone prioritaire dédoublées pour que les enfants apprennent mieux

1 collégien sur 3 bénéficie du programme « **Devoirs faits** » pour aider les élèves à faire leurs devoirs

1 cité éducative labellisée à Alençon pour fédérer l'action des enseignants et des acteurs périscolaires autour des jeunes dans les territoires défavorisés



Des réunions d'élus organisées dans chaque département voire arrondissement. De dizaines de communes en cours d'accompagnement



Un Plan Enfance=Egalité

Vous avez entre 16 et 18 ans ? Sans école, ni formation, ni emploi ?

À chacun sa solution, trouvez la vôtre, appelez le **0 800 122 500**

- 1 UN PROFESSIONNEL EN LIGNE, QUI VOUS ÉCOUTE ET VOUS ORIENTE**
- 2 UN RENDEZ-VOUS POUR CONSTRUIRE LA SUITE AVEC VOUS**
- 3 DES SOLUTIONS CONCRÈTES :**
 - Formations ;
 - apprentissage ;
 - dispositif d'insertion professionnelle ;
 - service civique ;
 - volontariat...
- 4 UN SUIVI PERMANENT ET PERSONNALISÉ**

tjeune1solution.gouv.fr

Un plan régional pour mettre en œuvre l'obligation de formation des 16-18 ans sans emploi, formation, ou activité, mobilisant les 19 plateformes renouvées de suivi et d'aide aux jeunes en situation de décrochage



2 sites TAPAJ (Travail Alternatif Payé à la Journée) de destination de jeunes avec des addictions)

02

GARANTIR

UN PARCOURS DE FORMATION POUR LES JEUNES



89 999€ de soutien de l'Etat pour l'action des conseils départementaux en matière de protection de l'enfance et de prévention des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance

5 010 jeunes entrés en PACEA

2 172 jeunes en garantie jeunes

11 941 jeunes accompagnés par les missions locales

18 476 jeunes en parcours d'insertion

9 100 entrées en contrats apprentissage

1 381 jeunes en Contrat d'Engagement Jeunes depuis mars 22

1 projet pour les « jeunes en rupture » complétant le CEJ grâce à un soutien spécifique de l'Etat de **91 000€** à Hérouville Saint-Clair

6 022 jeunes de 16-18 ans en solution accompagnés par les missions locales et l'Éducation nationale dans le cadre de l'obligation de formation au 31/12
4 133 jeunes en recherche de solution

03



MIEUX ACCOMPAGNER

VERS L'ACTIVITÉ POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI



Déploiement du SPIE en région Normandie : une dynamique qui engage l'Etat, les 5 départements et Pôle emploi

<p>928 777€ Au Département pour orienter en moins d'un mois les nouveaux entrants dans le RSA, démarrer rapidement un parcours d'accompagnement et renforcer l'offre d'accompagnement socioprofessionnelle</p>	<p>2 956 personnes accompagnées conjointement par les conseillers Pôle emploi et du Département pour augmenter les chances d'accès à l'emploi</p>	<p>15 833 recrutements de jeunes en CDI ou CDD de plus de trois mois dans le cadre du plan #1 jeune 1 solution depuis août 2020</p>
<p>261 326€ supplémentaires pour renforcer les solutions de mobilité des personnes en insertion vers l'emploi</p>	<p>Pacte ambition de l'IAE +8 Structures d'insertion par l'activité économique (32) en 4 ans 652 ETP fin 2022 contre 463 en 2020 68% de sorties vers l'emploi ou la formation contre 57% début 2019</p>	<p>450 044€ au bénéfice du Département engagé dans le service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) pour simplifier les démarches des personnes précaires jusqu'au retour à l'emploi, accélérer le retour à l'activité, lever les freins à l'emploi, renforcer la coordination de tous les intervenants</p>

18 NOVEMBRE 2022
10h00 - 17h00
La Fonderie
Hérouville-Saint-Clair 14200

RENCONTRE RÉGIONALE & VILLAGE ASSOCIATIF
"La mobilité inclusive et solidaire, un levier pertinent pour les territoires au service des politiques de mobilité"

FDVA, Normandie, France 2030, etc.

Journée régionale « La mobilité solidaire et durable pour l'accès à l'emploi » organisée par le réseau Mob'In en 2022

LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE DE QUOI PARLE-T-ON ?

1 PERSONNE SUR 5
LE SURE DES REPAS POUR DES FAIBLES REVENUS

2019 4,3 MILLIONS DE PERSONNES
2020 8 MILLIONS DE PERSONNES

MANGER EN LIBERTÉ : COMBIEN ÇA COÛTE ? SELON UNE ÉTUDE RÉGENTE, CEUX COUTERAIENT AU MOINS : 3,9€ PAR PERSONNE ET PAR JOUR

LES DÉPENSES ALIMENTAIRES PASSENT AU SECOND PLAN POUR FAVORISER D'ABORD LE LOGEMENT, LES TRANSPORTS...

SE NOURRIR DÉGÎNEMENT : C'EST BIEN D'AVOIR UN ALIMENT, PRÉFÉRER LES GOÛTS, LES MOMENTS DE PÂQUAGE

Projet alimentaire territorial (PAT)

Agriculteurs et producteurs, Collectivités territoriales Services de l'Etat Financiers, Organismes d'appui et de recherche, Société civile, Entreprises et coopératives.

Journée régionale « Agir à l'échelle territoriale pour lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'accès de tous à une alimentation de qualité » organisée avec la DRAAF et la Chambre des métiers de l'agriculture

04

RENFORCER L'ACCÈS AUX DROITS ET RENDRE LA VIE QUOTIDIENNE PLUS FACILE

<p>4 Créations de points Conseil Budget qui délivrent des conseils gratuits, confidentiels et personnalisés pour gérer son budget</p>	<p>27 Créations de postes de conseillers numériques pour aider les personnes à devenir autonomes avec les usages numériques au quotidien</p>
<p>360 000€ Alloués au Département pour que 100% de la région soit couverte en points d'accueil en réseau à moins de 30 minutes de chez soi en transport</p>	<p>47 187€ pour soutenir les structures de l'aide alimentaire en plus des crédits du droit commun</p>
<p>28 Créations de maisons France services pour accéder aux services publics du quotidien</p>	<p>885 Familles bénéficiaires depuis 2020 d'une pension alimentaire de l'ARIPA pour lutter contre les impayés de pensions</p>

05

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ



Séjour de la
santé

PRAPS

PROGRAMME
RÉGIONAL
POUR L'ACCÈS
À LA PRÉVENTION
ET AUX SOINS
DES PERSONNES
LES PLUS DÉMUNIES

2018 ▶ 2023



31 nouvelles places médico-sociales :

2 nouveaux lits halte soin santé

14 nouveaux appartements de coordination thérapeutique

15 appartements de coordination thérapeutique à domicile

17,78% des équipements et soins optiques concernent le
100% Santé avec 0€ de reste à charge

39,94% pour les soins et équipement audios

64,37% pour les soins et équipements dentaires

25 000 bénéficiaires de la
complémentaire santé
solidaire en 2022

1 Equipe mobile psychiatrie
précarité à Alençon

2 Ateliers santé ville à
Alençon et Flers

241 390€

Pour lutter en région contre la
précarité menstruelle depuis
2021

6 974 742€ fléchés

depuis 2019 sur la promotion
de la santé des publics en
situation de précarité et la
réduction des inégalités de
santé dans le cadre de la
mesure 27 du Séjour

fév.
2022

Panorama de la pauvreté en Normandie : une diversité de situations individuelles et territoriales

Insee Dossier Normandie
n°21
Février 2022



PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDE
STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ



Normandie : Des enjeux du territoire aux
enjeux de compréhension du territoire
Projet 2022-2024

Un « Panorama des situations de pauvreté en région Normandie » en partenariat avec l'INSEE et l'ARS, devenu base de référence 2023 reproduit dans toutes les régions françaises

Une étude en cours en partenariat avec le CNRS et le COORACE Normandie

- A. Cartographier les actions et les périmètres des politiques publiques
- B. Améliorer les études basées sur les jeux d'échelles spatiales et temporelles
- C. Identifier et hiérarchiser les indicateurs en intégrant les dynamiques temporelles
- D. Evaluer les politiques ou stratégies menées : à l'échelle des organisations pour les aider dans leur développement.

06

UNE DEMARCHE PARTENARIALE

CENTRÉE SUR LES TERRITOIRES

En plus des crédits de droit commun des politiques sociales de l'Etat qui permettent de réduire de plus d'un tiers la part des ménages en situation de pauvreté, des enveloppes importantes:

2 439 118€

Apportés par l'Etat au Département dans le cadre de la convention de lutte contre la pauvreté et l'accompagnement à l'emploi

740 000€

apportés au Département dans la convention départementale de prévention et protection de l'enfance

450 044€

Apportés par l'Etat au Département dans la convention du service public de l'insertion

38 projets d'échelle régionale de prévention et de lutte contre la pauvreté et soutenus par l'Etat pour un budget de **518 821€** ont bénéficié à l'Orne

27 projets départementaux de prévention et de lutte contre la pauvreté soutenus par l'Etat dans le Calvados pour un budget de **1 074 871€**

1 à 2 appels à projets régional par an de lutte contre la pauvreté (dont 2 successifs en 2021 et 2022 pour lutter contre la pauvreté des femmes)

1 appel à projets régional par an de formation des professionnels de la petite enfance

1



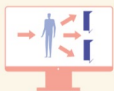
Accès au logement projets
Lutte contre la précarité énergétique, logement d'abord, recherche sur l'accueil de personnes en grande précarité

4



Accès à la santé projets
Lieux d'écoute, accompagnement, médiation, outillage de professionnels (formation santé mentale, accès aux droits santé...)

5



Accès aux droits, aller vers projets
Lutte contre le non recours, aller-vers sur des questions familiales (parentalité, violences conjugales, médiation familiale), lutte contre la fracture numérique

4



PETITE ENFANCE projets

sur les 1000 premiers jours de l'enfant, projets de lieux d'écoute parentale (espace de parole, répit parental, maison des familles), projets alliant insertion professionnelle et garde d'enfant, projets de formation de professionnels de la petite enfance

3



Accès à l'alimentation projets

Accès à une alimentation de qualité, amélioration de la chaîne d'approvisionnement, structuration et coordination, restauration solidaire, accompagnement...

6



Mobilité à des fins d'insertion professionnelle projets
d'accompagnement à la mobilité pour bénéficiaires



Participation projets
autour de la participation (tiers lieux participatifs, formation de professionnels, travail pair...)

4



Insertion des jeunes et réussite éducative projets
pour jeunes vulnérables

3



Insertion socio-professionnelle des publics vulnérables projets
pour bénéficiaires d'actions d'accompagnement ou de remobilisation